

Les retraites ?

Un moyen de détourner le fric pour le capitalat !

Pour un déficit peu important et à venir, l'occupant actuel du palais de l'Élysée a décidé de remettre son projet de réforme (ou de mise aux rebuts) des retraites à l'ordre du jour. Ses partisans, qui n'ont pas la majorité absolue au Parlement, arguent qu'il a été réélu sur son programme qui comportait ce projet de réforme et que sa légitimité est incontestable. Évidemment, ils ont oublié les abstentionnistes du premier tour et le front républicain qui s'est constitué contre Marine LE PEN au second tour de 2022 ... Là-dessus, les journalistes nous apprennent que la fécondité des Françaises est à la baisse et donc que, demain, la population vieillira davantage et que les actifs, ayant un taux de population relativement abaissée, devront cotiser pour des retraités plus nombreux. Et c'est là que le bât blesse : les salaires, dans le futur, devront être augmentés parce que les employeurs ne voudront pas perdre leurs employés raréfiés ; d'autre part, **si la plus-value exorbitante**, que certains (et le coucou de l'Élysée en premier lieu) dénoncent comme des superprofits pour ne pas employer un terme à connotation marxisme, **est limitée par la loi**, elle sera reversée en justes salaires. La productivité aidant, en quoi l'allongement du départ à la retraite se justifie-t-il donc, puisque les actifs toucheront enfin un salaire décent leur permettant de bien vivre et de cotiser pour la retraite des travailleurs âgés sans toucher en quoi que soit à l'allongement de la durée des cotisations ?

Le coucou a, bien sûr, une autre idée en tête ; il veut, par la loi, imposer ses vues sur les retraites qui sont un moyen détourné d'arrondir son budget : la modification constitutionnelle de 1996 a retiré des mains des actifs et des retraités le soin effectif de gérer seuls les caisses de retraite. Opposé à une revalorisation conséquente des salaires et voulant donner des gages à ses amis du capitalat auxquels il a généreusement donné, sans contrepartie, 350 milliards d'euros en 5 ans, il abonde, en allongeant l'âge de la retraite, les caisses dans lesquelles puiser le manque à gagner de son budget. En budgétisant de fait les caisses de retraite, il se donne les moyens d'être très large au profit de ses amis capitalistes ! Qu'importe que sa loi soit injuste à l'égard des futurs retraités si, en plus de la CSG, il dispose de l'argent des caisses de retraite plus fournies que jamais pour faire triompher le libéralisme économique qu'il défend depuis son plus jeune âge ...

Il n'est pas sûr, pourtant, qu'il puisse imposer ses vues au Parlement : si Elisabeth BORNE, son premier ministre, est minoritaire à l'Assemblée nationale et se retire, il faudra dissoudre l'Assemblée nationale comme l'a assuré le coucou. Si les élections législatives qui s'en suivront ne lui donnent toujours pas de majorité absolue, aura-t-il le courage de faire ce qu'il a envisagé à demi-mot : démissionner ? L'avenir le dira ...

Capitalismus delendus est.